

**Conseil économique et social**

Distr. générale
23 octobre 2012
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2013**

21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Commission internationale catholique pour les migrations	3
2. Commission internationale de la Pastorale catholique dans les prisons	5
3. Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies	6
4. Conseil international de l'action sociale	8
5. Fédération internationale des associations d'apiculteurs	10
6. Fédération internationale des associations de multimédia	12
7. Fédération internationale des résistants	13
8. Union internationale humaniste et laïque	14
9. Institut international pour les droits de l'homme, l'environnement et le développement	16
10. Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme	19
11. International Native Tradition Interchange	21
12. Forum international des ONG pour le développement indonésien	22



13.	Fédération internationale pour la planification familiale (région de l'Asie du Sud)	25
14.	Association internationale des congrégations des sœurs de la présentation de Marie	27
15.	Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture	28

1. Commission internationale catholique pour les migrations

Statut consultatif spécial : 1952

Introduction

Fondée en 1951, la Commission internationale catholique pour les migrations est au service des personnes déracinées, notamment les réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays et les migrants, indépendamment de leur croyance, de leur race, de leur ethnicité ou nationalité et elle les protège.

Objectifs et mission

La Commission met en œuvre des politiques fondées sur les droits, des solutions durables et des activités de renforcement des capacités en matière de réinstallation des réfugiés, d'assistance humanitaire, de protection des personnes extrêmement vulnérables, de traite des êtres humains, de droits des migrants, de migrations des travailleurs, de migrations et de développement et de gouvernance mondiale des migrations et elle fait un travail de sensibilisation à ces questions.

Changements à signaler

En 2010 et 2011, les Gouvernements de Maurice, du Mexique et de la Suisse ont désigné la Commission pour diriger les activités de la société civile du Forum annuel mondial sur la migration et le développement, processus résultant du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement tenu en 2006.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Commission offre des compétences, des ressources, des capacités, un accès à son réseau mondial de membres et sa collaboration dans le monde entier.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Commission a participé à des réunions ordinaires du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et aux processus thématiques de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et de la Banque mondiale. Ses représentants ont fréquemment été invités en qualité de conférenciers, comme en témoigne par exemple le discours prononcé par son Secrétaire général à la réunion des responsables du Groupe mondial sur la migration (2010). Elle collabore également avec des groupes d'organisations non gouvernementales (ONG), telles que le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés, le Conseil international des agences bénévoles, InterAction, le Refugee Council USA et les comités des ONG sur l'asile et la migration à Bruxelles, Genève et Washington. Ces activités ont consisté notamment à organiser les déclarations des ONG à toutes les réunions du Comité exécutif et du Comité permanent du HCR ou à y collaborer, à participer à des groupes d'experts sur les réfugiés urbains et les

personnes déplacées dans leur propre pays (HCR, 2009 et 2010), l'apatridie et les migrants dans des situations de crise (UNITAR, 2009 et 2011), les migrants victimes de violence en transit (HCR, 2009 et Conseil des droits de l'homme, 2010), les employés de maison immigrés (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme 2009 et OIT, 2009 et 2010), à présenter des contributions écrites concernant les Philippines (2008) et le Mexique (2011) au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et à jouer un rôle de chef de file lors des deux journées formelles de débat général tenues par le Comité en 2009 et 2011. Les personnels de la Commission ont activement participé à des réunions avec les institutions des Nations Unies partout où la Commission travaille, par exemple les réunions de Bruxelles sur la réinstallation des réfugiés et les migrations mixtes, de Washington sur la protection et des solutions durables pour les femmes, les enfants et autres personnes relevant de la compétence du HCR en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique latine, d'Amman, Beyrouth et Istanbul sur l'aide aux réfugiés et leur réinstallation et d'Islamabad sur les services de santé pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Des exemples de coopération avec des entités du système des Nations Unies pendant cette période sont notamment les suivants :

- En Grèce, partenariat officiel avec le HCR pour que la Commission recrute des experts locaux afin d'améliorer les capacités et la qualité des procédures d'asile (2010-2011);
- En Indonésie, services psychologiques, sociaux et médicaux pour les survivants de la torture, financés par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2008-2009) et lutte contre la violence sexiste par le renforcement de la sensibilisation au niveau communautaire (financement du Fonds des Nations Unies pour la population, 2009);
- En Jordanie, avec un financement initial du HCR, programme destinés à des groupes mal desservis pour identifier des réfugiés irakiens extrêmement vulnérables et des personnes sources de préoccupation et leur assurer des soins immédiats, une protection et une aide (2007-2008). Avec le financement de l'UNESCO, programme de préparation à la scolarité à l'intention de jeunes irakiens vulnérables (2009-2010);
- Au Kosovo, soins et entretien de rapatriés appartenant à des minorités, de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et de réfugiés (financement du HCR, 2008-2009);
- Au Pakistan, avec le financement de l'UNICEF, protection des enfants grâce au renforcement des systèmes de soins communautaires (2007-2008). Pour les victimes d'inondations, abris et articles non alimentaires (financement du HCR, 2010-2011) ainsi que services de santé fixes et troussees d'hygiène (Bureau de la coordination des affaires humanitaires/Fonds d'intervention pour les urgences humanitaires, 2010-2011);
- Partout dans le monde, 457 experts de la Commission ont été déployés dans les bureaux de pays du HCR pour évaluer le nombre de réfugiés à réinstaller.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis 2010, les dirigeants de la société civile mondiale de la Commission au Forum mondial sur la migration et le développement visent à mettre en place des politiques et des programmes qui établissent un lien entre les migrations internationales et les migrants et un développement positif sur le plan humain et économique. Bien que ses autres activités ne soient pas explicitement orientées vers les objectifs du Millénaire pour le développement, elles contribuent cependant à l'amélioration de la santé, de l'éducation, de la sécurité, et du développement personnel et communautaire des personnes pauvres et vulnérables.

2. Commission internationale de la Pastorale catholique dans les prisons

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La Commission internationale de la Pastorale catholique dans les prisons est une association mondiale des délégués nationaux de la Pastorale.

Objectifs et mission

Les objectifs fondamentaux de la Commission sont les suivants :

- Susciter et encourager au sein de l'Église et de la société à l'échelon mondial une plus grande sensibilisation et sensibilité à l'exercice de la pastorale dans les prisons;
- Animer les conférences épiscopales et les réunions ordinaires locales respectives pour mettre en place et améliorer la pastorale dans les prisons, ce qui est la mission de l'Église, en offrant le meilleur soutien possible;
- Organiser des cours, des études, des informations d'actualité et des réunions de formation spirituelle pour les agents pastoraux dans les prisons et pour les membres de la Commission;
- Promouvoir l'humanisation, la révision et la réforme du système carcéral dans le monde entier.

Pour atteindre ces objectifs, la Commission travaille dans les domaines suivants :

- Soutien à la pastorale dans les prisons en aidant les détenus dans leur développement humain et spirituel;
- Représentation et défense des intérêts de la communauté carcérale, le cas échéant;
- Collaboration à l'organisation d'activités au nom des aumôniers des prisons;
- Organisation d'un forum international permettant aux membres participants de partager leurs expériences et leurs préoccupations concernant le ministère pastoral dans les établissements pénitentiaires;

- Présentation de déclarations sur les questions relatives au ministère pastoral dans les prisons aux institutions internationales (Organisation des Nations Unies, Conseil de l'Europe, Union africaine, etc.) en collaboration avec les délégations existantes de l'Église catholique;
- Encouragement de tous les secteurs de la société, en particulier les groupes catholiques et autres groupes confessionnels et les ONG, à agir en faveur des droits de l'homme dans la communauté carcérale;
- Publication de bulletins d'information, directives, documentation, etc.;
- Organisation de programmes de formation et de réunions nationales et internationales.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Commission a organisé des réunions accessoires à Vienne en 2008, 2009 et 2011, généralement organisées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et au Brésil en 2010. Elle collabore avec d'autres ONG à Vienne et préside des réunions des ONG y ayant leur siège.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la Commission ont assisté aux réunions annuelles de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne, de 2008 à 2011 et ils ont également participé à une réunion au Brésil en 2010. Les représentants de la Commission ont fait des déclarations à toutes ces réunions.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2009, la Commission a organisé le deuxième concours d'art mondial pour les détenus.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Commission n'a pris aucune initiative particulière en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

3. Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

Le Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies se consacre à la prévention et à la réduction de la consommation d'alcool, de tabac, d'autres drogues et de comportements toxicomaniaques et de leurs effets nocifs sur les personnes, les familles, les communautés et la société dans le monde entier.

Contribution à des activités des Nations Unies

À l'appui de ses objectifs, le Conseil, par l'intermédiaire de ses comités, de son réseau de membres et de ses affiliations, a prononcé des discours importants au

cours des années faisant l'objet du présent rapport à Limassol (Chypre) en 2008, Estoril (Portugal) en 2009 et Cancun (Mexique) en 2010. Une grande partie de ses travaux appuient les objectifs du Programme de développement de l'ONU et, notamment, ceux relatifs à l'égalité des sexes, la bonne gouvernance et les droits de l'homme ainsi que la lutte contre la toxicomanie.

Dans tous les exposés et tous les travaux de la section spécialisée du Conseil qui se concentre sur les femmes et les problèmes sexospécifiques, une attention particulière est apportée aux inégalités entre les sexes concernant l'accès et le traitement de l'information. Le Comité des organisations féminines suédoises sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies (WOCAD) est un organisme membre ayant le statut de membre du Conseil. En tant qu'organisme collaborateur des organisations féminines suédoises pour les problèmes concernant l'alcool, les stupéfiants et les drogues engendrant une dépendance qui a récemment commencé à s'occuper des jeunes dans les pays de l'Union européenne, le WOCAD continue à assurer la direction de la section spécialisée du Conseil sur l'égalité des sexes et à veiller à ce que les questions sexospécifiques soient prises en compte dans tous ses travaux.

Le Conseil continue également à traiter systématiquement les questions relatives à la bonne gouvernance et aux droits de l'homme. Dans ses discours et dans tous les travaux de sa section spécialisée sur l'alcool, les stupéfiants et le système judiciaire il a fait des exposés aux séances plénières de conférences et dans des ateliers, et présenté des documents sur des sujets aussi divers que le trafic transfrontalier de stupéfiants et la traite des êtres humains, les traitements effectivement dispensés dans les prisons et les problèmes relatifs à l'élaboration et à l'application de politiques et stratégies mondiales en matière de drogues. À l'appui du Plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues, chaque conférence successive a comporté des séances plénières importantes sur la mise en œuvre et l'efficacité des politiques nationales et internationales sur la toxicomanie et, ainsi, a donné l'occasion de diffuser les meilleures pratiques. Si l'alcool et les drogues illicites sont restées au centre des activités du Conseil, il n'en a pas moins accordé toujours plus de poids aux questions relatives au tabagisme et à la tendance croissante à la prescription abusive de drogues. À chaque conférence, dans les réunions et les communications par Internet, la section spécialisée du Conseil sur la dépendance au tabac a veillé à ce que cette question reste au premier plan dans tous ses domaines d'activité. De même, la prescription abusive de drogues et l'accélération de la prévalence des substances psychotropes conçues pour contourner les lois nationales, et les problèmes qu'elles génèrent, sont des problèmes qui continuent à être traités au fur et à mesure qu'ils se posent.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la dernière décennie, l'environnement économique a sérieusement limité la capacité des ONG nationales et régionales à faire face aux frais de voyage et de logement autres que pour leurs activités principales. Ceci a eu une incidence significative sur la capacité du Conseil à être représenté aux manifestations des Nations Unies puisque, traditionnellement, la participation des membres du Conseil et d'autres représentants nommés par celui-ci (à l'exception du personnel) est financée par les institutions qui les emploient.

Le Conseil était l'un des membres fondateurs du Comité pour la famille en 1985 et leur représentant désigné a régulièrement assisté aux réunions organisées par le Programme des Nations Unies sur la famille. La dernière contribution concernant la période faisant l'objet du rapport a été une intervention à la 64^e Conférence annuelle du Département de l'information/organisations non gouvernementales qui s'est tenue à Bonn (Allemagne) du 3 au 5 septembre 2011. L'intervention avait pour titre : « Familles : ressources en matière de microéducation pour la Conférence Rio +20 ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Bien que les objectifs du Millénaire pour le développement ne fassent pas spécifiquement référence aux comportements toxicomaniaques, le Conseil les appuie et contribue à leur réalisation en particulier dans les domaines suivants : réduire la pauvreté extrême et la faim (objectif 1), améliorer la santé maternelle (objectif 5) et combattre le VIH/sida (objectif 6).

4. Conseil international de l'action sociale

Statut consultatif général : 1972

Introduction

Le Conseil international de l'action sociale (CIAS) est un réseau mondial non gouvernemental fondé en 1928 faisant office d'organisation faîtière pour des organisations locales, nationales et internationales s'efforçant de promouvoir l'action sociale et le développement social et œuvrant à la réduction de la pauvreté et des privations dans le monde. Les principaux membres du CIAS sont des organisations membres nationales plus communément appelées des organisations nationales. Les organisations membres du CIAS travaillent à l'avant-plan de l'action sociale et du développement social. Le CIAS a pour politique d'admettre au statut de membre une seule organisation nationale de chaque pays. Les autres membres du CIAS sont des organisations formées autour de questions spécifiques, essentiellement implantées dans le Sud mondial et travaillant directement avec les communautés confrontées à la pauvreté ou d'autres formes de difficultés. Ces deux groupes de membres sont répartis dans neuf régions reflétant fidèlement les régions économiques telles que l'Association sud-asiatique de coopération régionale, la Communauté de développement de l'Afrique australe, etc. Plusieurs grandes organisations non gouvernementales internationales dotées de leurs propres programmes et réseaux mondiaux sont par ailleurs membres du CIAS.

Objectifs et mission

Les objectifs du Conseil sont les suivants :

- Promouvoir toutes les formes de développement social et économique qui ont pour but de réduire la pauvreté, les privations et la vulnérabilité, en particulier parmi les personnes défavorisées;
- S'efforcer de reconnaître et de réaliser les droits fondamentaux en matière d'emploi, de revenus, d'alimentation, de logement, d'éducation, de soins de santé et de sécurité;

- Promouvoir l'égalité des chances, la liberté d'expression, la liberté d'association, la participation et l'accès aux services humains et lutter contre la discrimination;
- Promouvoir les politiques et programmes garantissant un équilibre approprié entre les objectifs économiques et sociaux et respectant la diversité culturelle;
- Renforcer la société civile dans le monde afin de concrétiser ces objectifs;
- Veiller à ce que les gouvernements, les organisations internationales et les agences non gouvernementales mettent en œuvre ces instruments en collaboration avec son réseau d'organisations membres.

Changements à signaler

Depuis le dernier rapport il n'y a pas eu de changements constitutionnels majeurs. Jusqu'à la fin 2010, le Bureau était situé pendant six ans à Utrecht (Pays-Bas). Ensuite, le bureau principal a été réinstallé à Entebbe (Ouganda).

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, le Conseil a aidé chaque année la Commission du développement social en fournissant des déclarations, à la fois écrites et orales, sur le thème prioritaire de la Commission. Un représentant du CIAS a chaque année été l'un des orateurs du Forum de la société civile organisé la veille de la réunion de la Commission. Le Conseil a été l'une des principales ONG qui ait soutenu l'Initiative pour un socle de protection sociale en participant aux réunions interinstitutions et en organisant des ateliers sur cette Initiative au niveau mondial et dans les régions d'Afrique et du Moyen-Orient, d'Asie du Sud, d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine. Le Conseil a coopéré à des manifestations mondiales et régionales du Programme de gestion des transformations sociales de l'UNESCO.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Commission du développement social, 2008, 2009, 2010 et 2011.
- Commission de la condition de la femme, mars 2008.
- Programme de gestion des transformations sociales de l'UNESCO, Paris, octobre 2009.
- Organisation mondiale de la santé (OMS) septième Conférence mondiale sur la promotion de la santé à Nairobi, octobre 2009.
- Réunions interinstitutions sur l'Initiative du socle de protection sociale à Turin (Italie) juin 2010 et à New York et Genève en 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En juin 2010, Sha Zukang, alors Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a ouvert la Conférence mondiale commune sur le travail social et le développement social organisée par le Conseil, l'Association internationale des écoles de travail social et la Fédération internationale des travailleurs sociaux. À la même Conférence, des représentants du Département des affaires économiques et sociales et l'UNICEF ont organisé conjointement un forum sur l'Initiative pour un socle de protection sociale et ont fait des déclarations en

séance plénière de la conférence. Le Conseil est l'une des trois ONG internationales qui participent aux réunions interinstitutions de l'Initiative. Il a pris la parole pour appuyer à la troisième réunion des ministres chargés du développement social de l'Asie du Sud, organisée par l'UNESCO et le Ministère des services sociaux du Sri Lanka, tenue à Colombo en février 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La principale contribution du Conseil à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a été la promotion de l'Initiative pour un socle de protection sociale qui a pour objectif d'assurer des niveaux minima de revenu et de services dans tous les pays. Selon l'approche adoptée par le groupe interinstitutions, les initiatives relèvent de la responsabilité des gouvernements. La structure faitière du Conseil reposant sur des organisations nationales se prête naturellement à une collaboration avec l'Initiative aux niveaux mondial et national. Le Conseil s'est exprimé régulièrement par écrit sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, comme il est possible de le constater sur son site Internet.

Renseignements complémentaires

Le Conseil assure régulièrement la promotion des publications et des activités des Nations Unies par le biais de son bulletin mensuel intitulé « Global Cooperation » et de ses bulletins d'information régionaux. Son site Internet contient une section spéciale concernant l'Organisation des Nations Unies.

5. Fédération internationale des associations d'apiculteurs

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

La Fédération internationale des associations d'apiculteurs, connue sous le nom d'Apimondia, collabore avec d'autres organisations dans le secteur de l'apiculture.

Changements à signaler

Avec les amendements à ses statuts adoptés en 2011, cinq nouvelles commissions régionales (une pour chaque continent) ont été créées afin de rationaliser les activités et étendre le champ d'action de la Fédération dans un plus grand nombre de pays. Le nombre de ses membres est passé de 75 représentant 59 pays en 2007 à 111 représentant 74 pays en 2011. Apimondia a mis au point et adopté une stratégie plus structurée et spécifique pour aborder les préoccupations et les problèmes des apiculteurs dans le monde entier et leur trouver des solutions. Cette stratégie est fondée sur la collaboration et la diffusion d'informations, de même que sur une plus grande visibilité et une meilleure sensibilisation aux abeilles, ce qui leur a donné une place plus importante dans les programmes techniques des organisations internationales.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités de la Fédération liées aux travaux des Nations Unies ont été réalisées principalement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Apimondia n'a pas pu participer aux principales conférences du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires pendant la période considérée dans le rapport, en raison d'un budget très limité et du manque de personnel.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2010, la Fédération collabore avec la FAO pour créer et diriger un groupe d'échange ad hoc sur l'apiculture dans le cadre du portail FAO/TECA (technologies et pratiques concernant diverses activités agricoles) qui a pour but de recueillir une grande quantité de documents et de matériel de référence pour les mettre à la disposition de la communauté apicole internationale afin de lui permettre d'améliorer son travail et sa performance. Une autre initiative qui a débuté en 2011 est l'organisation d'un colloque international d'Apimondia sous le nom d'ApiEcoFlora qui devrait se tenir à Saint Marin en octobre 2012, la FAO étant responsable de la direction d'une partie du programme scientifique sur la pollinisation. Des fonctionnaires de la FAO ont participé aux Congrès d'Apimondia en 2009 et 2011 pour présenter des exposés sur les activités de l'Organisation destinées aux communautés rurales, principalement dans le domaine des services de pollinisation et des technologies relatives à l'apiculture. La Fédération a également continué à suivre les activités menées au titre des normes alimentaires internationales, des directives et des codes de pratique du *Codex Alimentarius*, principalement en ce qui concerne les résidus d'alcaloïdes de pyrrolizidine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le comité d'organisation du quarante-troisième Congrès d'Apimondia, qui devrait se tenir en Ukraine en 2013, ayant décidé d'adopter Action 21 comme directive des sessions scientifiques de la manifestation, travaille déjà à l'élaboration de propositions officielles de coopération de la communauté internationale d'apiculture.

Renseignements complémentaires

Depuis le Congrès d'Apimondia en 2009, les associations membres ont approuvé la création de groupes de travail et la préparation de matériel informatique.

6. Fédération internationale des associations de multimédia (FIAM)

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

La Fédération internationale des associations de multimédia a été fondée en 1998 au Canada sous forme d'ONG ayant son siège à Montréal. Elle repose sur un réseau mondial d'associations de multimédia, d'établissements universitaires, de laboratoires de recherche, d'institutions culturelles et humanitaires des cinq continents. Les associations de multimédia sont généralement des groupes de sociétés de petite et moyenne envergure ayant pour objectif de développer des technologies, des services et des contenus numériques.

Objectifs et mission

La Fédération a pour but d'établir un réseau mondial entre tous les partenaires importants dans le domaine des technologies, des services et des contenus numériques. Ses principaux objectifs sont de contribuer à sensibiliser à l'ère numérique émergente et aux nouvelles possibilités de développement durable des industries créatives, du développement Sud-Sud, de l'action humanitaire, de l'éducation et de la formation. Elle privilégie les valeurs de progrès, de diversité culturelle et de réduction du fossé numérique.

Changements à signaler

La Fédération ne recevant aucun soutien financier du Gouvernement canadien, elle a dû établir des partenariats avec d'autres gouvernements pour financer ses activités et elle travaille essentiellement avec des bénévoles. Depuis 2004, elle collabore régulièrement avec des pouvoirs régionaux ou municipaux, principalement en Chine, pour organiser son Sommet annuel mondial de l'Internet et des multimédias. Son site Internet est maintenant accessible en anglais, français et espagnol. Depuis 2009, elle bénéficie du soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie et elle a développé des liens avec le Secrétariat du Commonwealth.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La Fédération a établi des liens étroits avec plusieurs institutions des Nations Unies qui ont accepté de participer à son sommet mondial en qualité d'invités spéciaux et d'orateurs. Elle a été partenaire spécial du pavillon des Nations Unies à l'Exposition universelle 2011 à Shanghai, à l'occasion de la Semaine Sud-Sud des Nations Unies organisée par le chef du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud de la Division de la gestion des connaissances et des opérations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La Fédération a également contribué à la promotion du rapport des industries créatives préparé au titre du Programme sur l'économie de la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Fédération a fortement développé sa coopération avec un certain nombre d'institutions des Nations Unies et elle se propose de continuer dans cette voie, promouvant ainsi la coopération internationale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération ne dispose pas des ressources financières et humaines nécessaires pour prendre des initiatives spécifiques dans ce domaine.

7. Fédération internationale des résistants (FIR)

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

La Fédération internationale des résistants est une organisation faîtière regroupant d'anciens résistants, des partisans, des anciens combattants et des membres de l'alliance contre Hitler, des personnes poursuivies par le régime nazi et des antifascistes de la génération présente et comptant plus de 60 fédérations membres dans 25 pays d'Europe et en Israël.

Objectifs et mission

La Fédération défend la paix, les droits sociaux et démocratiques et la dignité humaine dans toutes les parties du monde, le respect des principes et des objectifs de la Charte des Nations Unies et celui des principes du droit international dans les relations internationales. Ceci implique une économie mondiale juste et le respect des droits des nations à disposer de leurs propres ressources, un monde dans lequel les racines sociales et politiques d'un terrorisme inhumain sont extirpées et où le terrorisme est banni, la lutte contre toutes les formes de discrimination raciste, politique, idéologique ou religieuse, l'antisémitisme et le retour du fascisme et du nazisme sous toutes leurs formes.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La Fédération s'acquitte de ses obligations de Messenger de la paix des Nations Unies, titre que lui a conféré le Secrétaire général en septembre 1987, par des initiatives de coopération pacifique entre anciens combattants de l'ex-Yougoslavie, à Chypre et au Moyen-Orient. Elle a célébré l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en décembre 2010.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pour des raisons financières, ces dernières années la Fédération a été dans l'impossibilité de participer à des réunions internationales tenues hors d'Europe.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération a invité des représentants du Centre régional d'information des Nations Unies à Bruxelles à ses congrès ordinaires de 2007 à Athènes et de 2010 à Berlin. Pour la célébration de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, elle a reçu et envoyé des vœux à partir du Centre.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a appuyé plusieurs décisions de l'Assemblée générale, par exemple la décision contre la déformation de faits historiques et la résurgence des anciennes traditions SS (Schutzstaffel). En tant qu'organisation fondée sur le travail bénévole, elle appuie les objectifs des Nations Unies en faveur de la réinsertion sociale et de l'élimination du racisme.

Renseignements complémentaires

La préservation des commémorations historiques est le domaine principal des activités historiques et politiques de la Fédération. En avril 2008, en collaboration avec l'Institut national belge des invalides de guerre, des anciens combattants et des victimes de guerre, la Fédération a organisé, à Buchenwald, une réunion internationale de la jeunesse qui a réuni 1 000 jeunes. Le 8 mai 2012, elle a organisé une réunion similaire à Auschwitz. Les participants sont venus d'Allemagne, de la Fédération de Russie, de France, de Hongrie, d'Israël, d'Italie, des Pays-Bas et du Portugal.

8. Union internationale humaniste et laïque

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

L'Union internationale humaniste et laïque est une organisation mondiale comptant plus de 100 associations humanistes, rationalistes, laïques, éthiques, athées et relatives à la libre-pensée dans 39 pays. Elle a pour mission de représenter et de soutenir le mouvement humaniste à l'échelle mondiale et son objectif est un monde humaniste respectueux des droits de l'homme dans lequel chacun puisse vivre dans la dignité.

Changements à signaler

Pendant la période considérée dans le rapport, les membres de l'Union ont augmenté; elle compte maintenant 124 organisations membres dans 39 pays.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Union a contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies en promouvant ses activités et ses réalisations, en participant à ses débats politiques, en collaborant avec ses fonctionnaires et en menant des campagnes de soutien de ses objectifs. À titre d'exemple :

- Un représentant de l'Union écrit chaque mois un article promouvant les travaux de l'ONU, qui est publié sur le site de l'Union et largement reproduit;
- En 2009, l'Union a publié un document d'orientation de 15 pages, intitulé « Speaking freely about religion: religious freedom, defamation and blasphemy » (« Parler librement de religion : liberté religieuse, diffamation et blasphème ») qui étudiait le débat organisé par l'Organisation des Nations Unies sur la diffamation religieuse et la liberté d'expression;

- Le 13 août 2011, à Oslo, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction est intervenu au Congrès humaniste mondial triennal et a participé à un atelier d'une journée sur le rôle des organismes supranationaux dans la construction de la paix;
- À partir de 2008, l'Union a participé activement à la lutte contre les abus largement répandus des droits de l'homme causés par la croyance dans la sorcellerie et la persécution qui en résulte de soi-disant sorcières. Les mesures d'intervention directe des représentants de l'Union ont sauvé des personnes accusées de sorcellerie en Asie du Sud et en Afrique, et les campagnes d'éducation qu'elle a menées dans ces régions ont permis de réduire la peur de la sorcellerie qui alimente la chasse aux sorcières;
- L'Union a étendu sa campagne contre l'intouchabilité – exclusion sociale de personnes du fait de leur naissance dans un groupe de population particulier. La notion d'intouchabilité se retrouve dans beaucoup de cultures et de traditions différentes et concerne près de 250 millions de personnes dans des douzaines de pays. Ses activités ont consisté à organiser la première conférence mondiale sur l'intouchabilité à Londres, en juin 2009, et à mener des campagnes de formation de dirigeants dans les communautés intouchables d'Asie du Sud et d'Afrique de l'Ouest. L'Union apporte le soutien total de la communauté humaniste internationale aux travaux de l'ONU dans la lutte contre le racisme et la discrimination fondés sur l'ascendance ou la profession.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants de l'Union sont des participants actifs des forums de l'ONU. De 2008 à 2011, ses activités ont été notamment les suivantes :

- Participation à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme, à l'exception de celle de juin 2011, pendant la période considérée dans le rapport, y compris avec des présentations écrites et orales à chacune;
- Participation à toutes les sessions de l'UNESCO ouvertes aux ONG, à Paris;
- Colloque du 17 septembre 2008, organisé conjointement par l'Union au siège de l'Office européen des Nations Unies à Genève sur le thème « La liberté d'expression au Conseil des droits de l'homme »;
- Colloque du 21 avril 2009, organisé conjointement par l'Union au siège de l'Office européen des Nations Unies à Genève sur le thème « Racisme – la voie qui mène au génocide », parallèlement à la Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban;
- Des représentants de l'Union ont participé à de nombreux comités des ONG au siège de l'ONU à New York et à Genève, notamment le Comité sur la liberté de religion ou de conviction, le Comité sur les droits de l'enfant et le Comité des ONG sur les droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union appuie les objectifs du Millénaire pour le développement et les a fait connaître par des articles dans ses publications. Plusieurs de ses organisations membres occidentales soutiennent des projets dans le monde en développement et la

plupart des organisations membres des pays en développement sont directement impliquées dans des activités menées à l'appui de ces objectifs. Ces projets concernent entre autres :

- L'objectif 1, Réduire l'extrême pauvreté et la faim : un programme de nutrition pour les enfants des bidonvilles de Mumbai (Inde);
- L'objectif 2, Assurer l'éducation primaire pour tous : ouverture et maintien de trois écoles élémentaires en Ouganda;
- L'objectif 3, Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes : programmes de réhabilitation pour d'anciennes prostituées en Ouganda et en Inde;
- Les objectifs 4, 5 et 6, Réduire la mortalité postinfantile, améliorer la santé maternelle et combattre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies : programmes de santé et d'éducation pour la mère et l'enfant au Maharashtra et dans l'Andhra Pradesh (Inde);
- L'objectif 8, Mettre en place un partenariat mondial pour le développement : grâce à son programme de subventions, l'Union finance les organisations membres des pays en développement.

9. Institut international pour les droits de l'homme, l'environnement et le développement

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

En sa qualité de première organisation des droits de l'homme dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social ayant son siège au Népal, l'Institut a joué un rôle d'organisation des droits de l'homme d'avant-garde indépendante, non gouvernementale, non partisane et sans but lucratif. Durant la période de l'état d'exception et de conflit armé qu'a connue le pays, il a été une planche de salut pour les victimes de violation des droits de l'homme.

Objectifs et mission

L'Institut entreprend des activités de sensibilisation à l'échelon mondial mais axées plus particulièrement sur la région de l'Asie du Sud. Ses principaux objectifs sont notamment la promotion des droits de l'homme, de la justice transitionnelle, de la liberté électorale, de la démocratie et de la paix par la diffusion des connaissances sur les mécanismes de protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Son *modus operandi* comprend des activités de recherche, d'éducation, de formation, de diplomatie civique et de traitement de l'information et des différends.

Changements à signaler

Pendant la période considérée dans le rapport, l'Institut a procédé à un changement dans ses activités, passant d'une initiative de surveillance du conflit à un plaidoyer sur la justice transitionnelle, le contrôle des élections et la migration

forcée, bien que son objectif premier soit resté le même, c'est-à-dire défendre les principes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut continue à défendre les doctrines et la Charte des Nations Unies en matière de droits de l'homme. Il défend l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme et s'efforce de faire en sorte que les instruments internationaux dans ce domaine soient respectés aux niveaux régional et national dans les diverses activités concernant le Conseil économique et social, ses organes subsidiaires et les grandes manifestations organisées sous les auspices de l'ONU. Pour les institutions des Nations Unies présentes au Népal et recherchant des informations et des possibilités de dialogue, il a été la première porte à laquelle frapper.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2011, l'Institut a participé aux réunions suivantes :

- Quatrième Forum annuel de l'Alliance des civilisations de l'ONU (11-13 décembre, Doha);
- Dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme (12-30 septembre, Genève);
- Soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information et des organisations non gouvernementales (3-5 septembre, Bonn);
- Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (9-13 mai, Istanbul);
- Forum régional Rio +20 pour l'Asie (18-22 novembre, Séoul).

En 2010, l'Institut a participé aux réunions suivantes :

- Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement tenue à sa soixante-cinquième session (Siège des Nations Unies, 20-22 septembre);
- Consultations informelles interactives de l'Assemblée générale avec des représentants d'organisations non gouvernementales, d'organisations de la société civile et du secteur privé (Siège des Nations Unies, 14-15 juin);
- Quatrième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement (Siège des Nations Unies, 23-24 mars);
- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (Siège des Nations Unies, 1-12 mars).

En 2009, l'Institut a participé aux réunions suivantes :

- Quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Copenhague, 7-18 décembre);
- Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (Siège des Nations Unies, 24-26 juin);

- Cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (Siège des Nations Unies, 2-13 mars);
- En 2008, l’Institut a participé aux réunions suivantes :
- Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, (Siège des Nations Unies, 25 septembre);
- Réunion de haut niveau de 2008 sur le sida (Siège des Nations Unies, 10-11 juin);
- Cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (Siège des Nations Unies, 25 février-7 et 13 mars).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

De 2008 à 2011, l’Institut a participé activement à des activités conjointes avec le bureau de terrain du Haut-Commissariat aux droits de l’homme au Népal pour surveiller les violations des droits de l’homme et du droit humanitaire pendant le conflit armé interne très violent. Il a coopéré étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue de trouver des solutions durables au problème des réfugiés. Avec une assistance technique, il a également produit avec le HCDH un film intitulé « Journey to Justice » qui a été diffusé dans le monde entier. Il a participé à plusieurs sessions du Conseil des droits de l’homme et présenté des interventions orales et écrites sur des questions relatives à la torture et à l’impunité. L’Institut a aussi contribué à la préparation de rapports parallèles des ONG sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention relative à l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes, la Convention contre la torture, autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits de l’enfant. Il a également donné des cours de formation sur le droit humanitaire international, le système des droits de l’homme des Nations Unies, le programme de réforme des Nations Unies et les objectifs du Millénaire pour le développement aux niveaux national et régional.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Afin de faire progresser la campagne sur la Plate-forme d’action de la Conférence de Beijing à l’appui de la réalisation de l’objectif 3 sur l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes, l’Institut a collaboré avec le bureau régional pour l’Asie du Sud de l’Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

L’Institut a préparé un mémorandum sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les droits de l’homme qu’il a présenté dans différents forums.

Il a également participé à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à Istanbul et présenté un document sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les pays les moins avancés. Il a été membre du secrétariat de la Veille pour les PMA en coopération avec le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

Renseignements complémentaires

- Plusieurs journées des Nations Unies et internationales (des enfants, du sida, de la migration, des femmes, des peuples autochtones, etc.) ont été observées avec le PNUD et d'autres institutions des Nations Unies.
- La Déclaration universelle des droits de l'homme a été célébrée chaque année sous le thème « Magna meet ». Des rallyes, des réunions publiques et des colloques ont également été organisés.
- L'Institut a constamment collaboré avec le HCDH et le Conseil des droits de l'homme sur des questions relatives à la responsabilité et à l'impunité par des recherches, des publications et des campagnes. Il est l'un des plus ardents partisans du système des Nations Unies au Népal.

10. Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme est une organisation internationale non gouvernementale des droits de l'homme à but non lucratif qui se consacre à éliminer la discrimination et le racisme, en forgeant des liens de solidarité internationale entre les minorités victimes de la discrimination et à promouvoir le système international des droits de l'homme.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Mouvement a :

- Fait entendre les voix des communautés concernées aux organismes de défense des droits de l'homme en présentant des déclarations écrites et orales au Conseil des droits de l'homme, en organisant des manifestations parallèles et en aidant à faire connaître les organes de traités;
- Facilité et coordonné efficacement les contributions des ONG aux organismes des Nations Unies et leur participation aux manifestations pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
- Promu le système et les instruments des droits de l'homme de l'ONU auprès des communautés concernées, en particulier pour ce qui est des questions de discrimination, par des ateliers et des programmes de formation;
- Sensibilisé le grand public et les parties prenantes concernées au problème de la discrimination, aux normes internationales et au système des Nations Unies par différentes activités d'information et de formation;
- Élaboré un manuel d'orientation intitulé « La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : guide à l'intention des acteurs de la société civile » (disponible sur le site Internet du Mouvement);

- En collaboration avec d'autres ONG, lancé et réalisé une émission diffusée sur Internet des sessions des organes de traité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2009, des représentants du Mouvement ont participé aux réunions suivantes organisées par les Nations Unies : Conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, soixante-quinzième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, douzième session du Conseil des droits de l'homme, deuxième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et onzième session du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

En 2010, les représentants du Mouvement ont participé aux réunions suivantes : soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, treizième, quatorzième et quinzième sessions du Conseil des droits de l'homme, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions du Comité des droits de l'enfant, cinquième session du Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, quarante-cinquième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, troisième session du Forum sur les questions relatives aux minorités et consultations officieuses sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

En 2011, les représentants du Mouvement ont participé aux réunions suivantes : consultations officieuses et réunions du groupe de travail sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, quarante-huitième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, seizième, dix-septième et dix-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme, soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, troisième session du Comité ad hoc pour l'élaboration de normes complémentaires, quatrième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, quarante-septième session du Comité contre la torture et quatrième session du Forum sur les questions relatives aux minorités.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Mouvement a publié son guide sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en espagnol, en coopération avec le Bureau régional du HCDH pour l'Amérique centrale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- Le Comité du Mouvement pour l'Asie, qui a son siège au Sri Lanka, a réalisé des projets de sensibilisation et de développement des qualités de dirigeante des femmes en matière de prise de décision. Ces programmes, associés à un examen des objectifs du Millénaire pour le développement, ont facilité le traitement des problèmes auxquels était confronté le Sri Lanka à l'issue du conflit.

- Le Mouvement a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Tamil Nadu (Inde) avec une organisation locale, la Society for Rural Education and Development, par la construction et la gestion de sept centres de jour pour enfants Dalit qui s'occupera de 500 enfants pendant trois ans; il a aussi mis sur pied des cours du soir pour 1 050 enfants Dalit qui seront donnés pendant trois ans. Ceci a permis de réduire les taux d'abandon scolaire. Le Mouvement a également soutenu des femmes Dalit par une formation aux droits de l'homme et un programme de production de revenus.
- En collaboration avec la Feminist Dalit Organization au Népal, le Mouvement a lancé, en avril 2011, des programmes d'éducation et de sensibilisation aux droits de l'homme à l'intention des femmes Dalit au Népal.
- En collaboration avec le Women's Consortium du Nigéria, le Mouvement a démarré, en 2011, un programme de sensibilisation dans les zones rurales du Nigéria où la plupart des femmes sont vulnérables et font l'objet de la traite en raison de leur ignorance et de leur pauvreté.
- Le Mouvement a mené des activités de défense des droits de la communauté autochtone Mapuche dans le cadre des conflits fonciers de la Loma de la Lata et de Pulmari en Argentine et il a continué à fournir une assistance juridique à la communauté.

Renseignements complémentaires

Des rapports d'activité détaillés, des rapports financiers et des rapports sur les membres ou des listes de responsables peuvent être fournis sur demande.

11. International Native Tradition Interchange

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

International Native Tradition Interchange cherche à sensibiliser et à promouvoir le respect des droits des populations autochtones et de l'environnement. L'Organisation s'efforce de concrétiser ces objectifs à travers ses relations avec les organisations membres, de renforcer la prise de conscience des sujets de préoccupation et elle exerce un lobbying plus marqué en faveur de l'adoption de politiques respectueuses des droits des populations autochtones et protégeant la planète Terre.

Objectifs et mission

L'Organisation s'efforce d'améliorer la participation des populations autochtones, de mobiliser les ressources requises pour une plus grande efficacité opérationnelle et de partager des expériences pour bénéficier d'un échange culturel basé sur le savoir traditionnel des populations autochtones et d'une vision holistique du monde avec la communauté internationale.

L'Organisation entend contribuer aux objectifs du Millénaire pour le développement et au programme d'action mondial pour le XXI^e siècle, en s'assurant de l'implication d'un plus grand nombre afin de faire face aux défis liés à des questions telles que le changement climatique ainsi que la réduction de la pauvreté

et de la faim; elle entend consolider les relations avec les organisations autochtones affiliées présentes dans d'autres pays de manière à améliorer la coopération et renforcer les capacités, échanger des informations et expériences et se faire l'écho des communautés autochtones traditionnelles dans le cadre de forums internationaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation a contribué à la mise en œuvre de la Convention n° 169 de l'OIT (1989) concernant les populations autochtones et tribales dans les pays indépendants, de la Déclaration relative aux droits des populations autochtones et des objectifs du Millénaire pour le développement et elle envisage une contribution à long terme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation a participé de la septième à la dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones à New York, de 2008 à 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Organisation coopère avec des entités du système des Nations Unies par ses travaux sur l'environnement, les droits de l'homme et des questions concernant par exemple les femmes, les enfants et les forêts.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités visant à faire progresser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement portaient sur l'objectif 1, Réduire l'extrême pauvreté et la faim. Du 21 au 27 juin 2011, l'Organisation a dirigé un atelier pour les tisserandes traditionnelles du territoire des populations autochtones Arhuaco, Wiwa et Kogui dans la Sierra Nevada de Santa Marta en Colombie, en vue de créer des microentreprises de fabrication de mochilas traditionnelles (sacs tissés à la main) et autres objets d'artisanat faits main.

Renseignements complémentaires

L'Organisation a des difficultés financières mais elle travaille à développer les ressources financières qui lui permettront de poursuivre sa mission de protection de la planète Terre pour les générations futures.

12. Forum international des ONG pour le développement indonésien

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Le Forum international des ONG pour le développement indonésien est une organisation ayant son siège en Indonésie qui existe depuis plus de 25 ans. C'est un forum de la société civile qui plaide en faveur de politiques de développement et elle compte plus de 90 institutions membres à Djakarta et dans d'autres parties du

pays. Au cours des trois dernières années, le Forum s'est concentré de plus en plus sur trois domaines principaux : promotion des droits de l'homme, y compris ceux des femmes, développement favorable aux pauvres et objectifs du Millénaire pour le développement et efficacité de l'aide.

Pendant ces trois dernières années, les partenaires du Forum ont été notamment l'Union européenne, l'Organisation pour le développement et la paix au Canada, l'Interchurch Organization for Development Cooperation (ICCO) aux Pays-Bas, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, qui fait maintenant partie d'ONU-Femmes), le PNUD, Bappenas (l'Agence nationale indonésienne pour la planification du développement), le Ministère indonésien des affaires économiques et le Ministère indonésien des affaires étrangères. Le Forum est enregistré auprès du Ministère indonésien du droit et des droits de l'homme en qualité d'association.

Objectifs et mission

Vision : promouvoir la démocratie, l'égalité et la justice sociale, construire la paix et défendre les droits de l'homme aux niveaux national et mondial.

Mission :

- 1) Sensibiliser le public aux valeurs des droits de l'homme, de la démocratie, de l'égalité, de la justice sociale et de la paix par l'éducation publique;
- 2) Effectuer des recherches et des études sur les politiques;
- 3) Lancer des dialogues politiques afin de faire progresser des politiques susceptibles de créer un environnement favorable à la réalisation des droits de l'homme pour tous, en particulier les pauvres et les marginaux, sur la base des valeurs de la démocratie, de l'égalité, de la justice sociale et de la paix;
- 4) Encourager les partenariats et les réseaux en vue de renforcer la solidarité sociale aux niveaux national et international.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Forum participe activement aux débats sur la question du financement du développement dans le cadre national, régional et international. Les activités liées au financement du développement auxquelles le Forum a participé ou qu'il a lancées sont notamment les suivantes :

- Un représentant du Forum a assisté à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008;
- En partenariat avec le « Reality of Aid Network », le Forum a organisé une manifestation parallèle sur le thème "The Reality of Aid 2008 report : aid effectiveness, democratic ownership and human rights" pendant le Forum de la société civile sur le financement du développement qui s'est tenu le 27 novembre 2008 à Doha;
- Le Forum a contribué au débat international sur l'aide étrangère vue sous l'angle du droit international par le biais d'une étude sur la dette illégitime qu'il a effectuée. Les résultats de cette étude ont été publiés par le Réseau

africain pour la dette et le développement en 2007 dans une publication intitulée « Le cas de la dette illégitime en Indonésie ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Forum a participé à des réunions relatives à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Il a présenté des déclarations écrites sur la liberté d'expression et d'opinion en Indonésie, le manque de protection des travailleurs migrants indonésiens, les progrès accomplis dans l'indépendance du système judiciaire du pays, le terrorisme en Indonésie et les droits des femmes en matière de santé procréative.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La coopération avec l'UNIFEM (qui fait maintenant partie d'ONU-Femmes), ainsi qu'avec d'autres organisations de la société civile, a consisté principalement à réaliser des relevés démographiques en Indonésie en vue de préparer le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement tenu à Accra en 2008. En collaboration avec le PNUD en Indonésie, le Forum a favorisé les dialogues multipartites au sein du Secrétariat pour une aide au développement efficace au sujet de l'efficacité de l'aide entre 2009 et 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- En 2008, le Forum s'est associé à la campagne « Stand Up and Take Action » en coopération avec la Campagne Objectifs du Millénaire dans la région Asie-Pacifique;
- Depuis 2007, le Forum assure le secrétariat du réseau de la société civile sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Différentes activités ont été menées avec le réseau, notamment la présentation de la version de la société civile du rapport sur la réalisation des objectifs en Indonésie pour 2007 et 2010 et la participation aux campagnes publiques nationales et locales ainsi qu'à des campagnes mondiales telles que "Stand Up and Take Action" et à la Journée contre la pauvreté;
- Depuis 2011, le Forum s'efforce d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans quatre districts indonésiens (Pangkep dans le Sulawesi-Sud, Serang à Banten, Jember en Java Oriental et Morowali dans le Sulawesi-Centre) en encourageant la planification et la budgétisation participatives qui impliquent les populations locales et les femmes en particulier. Cette action a été menée en coopération avec l'Union européenne.

13. Fédération internationale pour la planification familiale (région de l'Asie du Sud)

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La Fédération internationale pour la planification familiale s'occupe dans 172 pays de l'autonomisation des femmes, des hommes et des jeunes les plus vulnérables pour qu'ils aient accès aux services et programmes vitaux et puissent vivre dans la dignité. Avec l'appui de millions de bénévoles et de 30 000 personnels, les associations membres de la Fédération en Asie du Sud fournissent des informations sur la santé sexuelle et procréative, une éducation et des services à travers 65 000 centres. Il s'agit notamment de services relatifs à la planification familiale, à l'avortement, à la santé maternelle et infantile et aux traitements, à la prévention et aux soins des infections sexuellement transmises et du VIH. Chaque année, les associations membres aident des millions de personnes pauvres et vulnérables à éviter des accouchements, des rapports sexuels et des avortements pratiqués dans des conditions dangereuses, des maladies liées aux infections sexuellement transmises et aux stigmatisations et à la discrimination liés au VIH. Tous ensemble, les membres de la Fédération en Asie du Sud luttent pour l'établissement de politiques locales, nationales et mondiales qui reconnaissent un droit de l'homme fondamental – le droit à la santé sexuelle et procréative.

Objectifs et mission

En Asie du Sud, la Fédération envisage un monde dans lequel tous les êtres humains, femmes hommes et jeunes, auront accès aux informations et aux services dont ils ont besoin, où la sexualité sera reconnue comme un aspect naturel et précieux de la vie et comme un droit humain fondamental, où les choix de chacun seront pleinement respectés et où la stigmatisation et la discrimination n'auront pas leur place.

Changements à signaler

Le bureau de la région Asie du Sud a déménagé de Londres pour rejoindre New Delhi au début de 2004 afin d'être dans la région qu'il dessert. La Fédération a étendu sa présence dans la région en 2006, en ajoutant un membre associé en Afghanistan et un au Bhoutan.

Contribution à des activités des Nations Unies

En Asie du Sud, la Fédération bénéficie pour des projets spéciaux de l'appui financier de gouvernements, de fonds et de fondations, notamment la Commission européenne et le Fonds des Nations Unies pour la population. La moitié de ses revenus provient de programmes de l'aide publique au développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Lors de la réunion ministérielle annuelle du Conseil économique et social en 2009, la Fédération en Asie du Sud a présenté une déclaration écrite intitulée « Mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris sur le plan international en matière de santé publique mondiale ».

- En 2010, la Fédération en Asie du Sud a soutenu un nouveau programme d'investissement en faveur des femmes et des filles, dans leur éducation, en particulier l'enseignement secondaire, dans leur santé, en particulier leur santé sexuelle et procréative y compris la santé maternelle, et dans leur autonomisation et leur emploi; ce programme pourrait être le catalyseur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et du développement économique et social durable.
- En 2011, la Fédération en Asie du Sud s'est félicité que la réunion d'examen ministérielle annuelle du Conseil économique et social ait mis l'accent sur la mise en œuvre des objectifs convenus et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation.
- En 2008, la Fédération en Asie du Sud a présenté une déclaration à la quarante-et-unième session de la Commission de la population et du développement au nom de la Fédération internationale pour la planification familiale, de Population Action International et de la Feminist Majority Foundation.
- En 2010, la Fédération internationale pour la planification familiale a fait une déclaration orale à la quarante-troisième session de la Commission de la population et du développement, tenue du 12 au 16 avril. La Fédération reconnaît que la morbidité maternelle est une entrave au développement individuel, communautaire, national et mondial.
- En 2011, la Fédération s'est engagée à mettre en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement par l'intermédiaire de ses 153 associations membres dans 174 pays.
- En 2008, la Fédération en Asie du Sud a présenté une déclaration à la Commission de la condition de la femme au sujet de la campagne mondiale pour la réforme de la structure de l'égalité des sexes au sein du système des Nations Unies au nom d'Amnesty International, d'Asia Pacific Women's Watch et de l'Association pour les droits des femmes.
- En 2010, la Fédération internationale pour la planification familiale a accueilli favorablement le thème retenu pour la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme. En tant que prestataire de services et de défenseur de la santé sexuelle et procréative et des droits y relatifs, la Fédération s'est engagé à mettre en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Plate-forme d'action de la Conférence de Beijing et les objectifs du Millénaire pour le développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Pour atteindre ses objectifs, la Fédération en Asie du Sud collabore souvent avec l'OMS, le PNUD, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

14. Association internationale des congrégations des sœurs de la présentation de Marie

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

L'Association internationale des congrégations des sœurs de la présentation de Marie s'occupe du développement social, du développement durable, du financement du développement et de l'égalité des sexes.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a été membre d'un certain nombre des comités des ONG au siège de l'ONU : Comité pour le développement social, groupe de base pour l'éradication de la pauvreté et groupe directeur du Groupe de travail sur la situation des filles. Elle a organisé une campagne de signature à l'appui de l'Initiative pour un socle de protection sociale, mené deux consultations avec la base sur la réinsertion sociale, publié deux brochures sur de bonnes pratiques et des recommandations et une autre assortie des observations des signataires à la campagne.

L'Association a animé des débats entre les communautés sur l'impact des conclusions adoptées par la Commission de la condition de la femme, l'examen des objectifs du Millénaire pour le développement en 2010, le projet de principes directeurs « Extrême pauvreté et droits de l'homme : les droits des pauvres », contribué à la compilation des documents pour la Conférence Rio +20 et parrainé deux jeunes femmes de Zambie pour qu'elles assistent à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentantes de l'Association ont assisté aux sessions du Conseil économique et social, de la Commission du développement social, de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement durable et de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Des déclarations écrites ont été présentées à un certain nombre de ces entités. Des manifestations parallèles ont été organisées chaque année de la période faisant l'objet du rapport autour des sessions de la Commission du développement social et de la Commission du développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association a collaboré avec la Division des politiques sociales et du développement social pour préparer les sessions de la Commission du développement social; elle a mené des consultations avec la base sur la réinsertion sociale avec l'assistance technique du Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales en 2009 et 2010, coparrainé une manifestation parallèle avec le Service de liaison sur les résultats de ces consultations en 2011, organisé des réunions informelles avec les États membres et les institutions des Nations Unies pour préparer la session de la Commission du développement social en 2012 et établi des contacts avec l'OIT à l'appui de l'Initiative pour un socle de protection sociale en 2010 et 2011.

L'Association a présenté des contributions individuelles à l'Examen périodique universel du Canada et de la Nouvelle-Zélande en 2008, de l'Australie en 2010 et une contribution conjointe avec d'autres organisations pour celui des États-Unis d'Amérique en 2010. Elle a contribué au rapport parallèle conjoint des ONG sur les cinquième et sixième rapports combinés de la Zambie, État partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et elle a participé aux sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2010 et 2011 à New York.

L'Association a présenté les réponses de la base sur le projet de principes directeurs « Extrême pauvreté et droits de l'homme : les droits des pauvres » au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, participé à une consultation sur ce projet les 22 et 23 juin 2011 à Genève et présenté une déclaration écrite sur la protection sociale fondée sur des droits au HCDH.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association participe à un certain nombre d'initiatives concernant l'éducation formelle et non formelle, des programmes pour l'autonomisation des femmes, les soins de santé primaires, les soins aux personnes handicapées, des forums participatifs pour les enfants en tant qu'agents du changement social, les soins aux personnes vivant avec le VIH-sida et l'éducation à des modes de vie durables dans les pays où elle est présente. Elle participe aussi à des initiatives concernant les meilleures pratiques sur les avantages de l'énergie solaire dans les régions rurales de l'Inde et sur la collecte des eaux de pluie en Zambie, que l'on peut trouver sur la page Internet du Réseau de la société civile du Conseil économique et social.

15. Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture est une organisation faîtière fondée sur la santé qui soutient la réhabilitation des victimes de la torture et sa prévention dans le monde entier. Elle compte plus de 140 organisations indépendantes dans plus de 70 pays qui déterminent ses activités. Elle a son siège à Copenhague, et des bureaux de liaison à Genève et Bruxelles.

Objectifs et mission

Le Conseil a pour mission de veiller à ce que les victimes de la torture puissent bénéficier de services de réhabilitation appropriés et avoir pleinement accès à la justice et de contribuer à la prévention de la torture dans le monde entier. Il s'efforce d'accomplir sa mission en facilitant le développement des capacités de ses membres, en créant un environnement politique favorable pour les membres et les victimes de la torture et en produisant et partageant des connaissances parmi ses membres et avec le mouvement plus large de lutte contre la torture.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Conseil a mis en œuvre différents programmes ayant pour but de développer les capacités de ses membres au niveau mondial par des échanges Sud-Sud et Nord-Sud, des contrôles par des pairs et des conférences. Ces activités augmentent considérablement la capacité des membres à fournir des services globaux de réhabilitation aux victimes de tortures et de mauvais traitements. Ces services sont fondamentaux pour soutenir les victimes de la torture afin qu'elles puissent continuer à vivre et subvenir aux besoins de leurs familles. Le Conseil a mis en œuvre des projets ayant spécifiquement pour objectif d'accroître le montant total des fonds disponibles pour les organisations qui travaillent à la réhabilitation des victimes de la torture et des mauvais traitements.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- De 2008 à 2011, le représentant du Conseil à Genève a participé activement de la dixième à la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme.
- De 2008 à 2011, le représentant du Conseil à Genève a participé de la quarante-et-unième à la quarante-septième session du Comité contre la torture.
- En 2009, le Conseil a tenu une manifestation parallèle à la dixième session du Conseil des droits de l'homme sur le thème « Shedding light on a dark practice – using the Istanbul Protocol to document torture ».
- En 2010, le Conseil a tenu une manifestation parallèle à la treizième session du Conseil des droits de l'homme sur le thème « Exploring sustainable systems to document torture – the role of health professionals ».
- En 2011, le Conseil a co-organisé une manifestation parallèle à la seizième session du Conseil des droits de l'homme sur le thème « The fight against torture – an agenda for change ».
- En 2011 également, le Conseil a tenu une manifestation parallèle à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale sur le thème « Rehabilitation of torture survivors – how holistic treatment can heal the wounds and facilitate justice and prevention ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Conseil collabore constamment avec les principaux mécanismes des Nations Unies traitant de la torture et des mauvais traitements, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Comité contre la torture et le Sous-comité pour la prévention de la torture. Le Conseil participe avec ces mécanismes à l'élaboration de composantes thématiques de leurs travaux, en particulier en ce qui concerne la réhabilitation des victimes de la torture et des mauvais traitements et la documentation médico-légale de la torture. Parmi les activités concrètes qui ont été mises en œuvre, nous retiendrons une séance d'information au Comité contre la torture sur la documentation concernant les actes effectifs de torture et la collaboration constante avec les Rapporteurs spéciaux, précédents et actuel, sur la même question.

Le Conseil a mis en œuvre un projet, cofinancé par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, ayant pour but de collaborer avec un centre de réhabilitation récemment créé à Basra (Iraq) afin de renforcer ses

capacités pour la fourniture de services de réhabilitation aux victimes de la torture. Une plus grande prise de conscience de l'existence des services de réhabilitation à Basra (Iraq) et l'agrément officiel du centre en qualité de membre du Conseil, reconnaissant par là sa compétence et son indépendance, sont au nombre des résultats de cette activité.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En raison des traumatismes physiques et mentaux durables dont elles souffrent, les victimes de tortures et de mauvais traitements sont par la suite dans l'incapacité d'exercer toute une série de leurs droits économiques, sociaux et culturels, en particulier en ce qui concerne l'éducation, l'emploi, la santé et l'alimentation, ce qui a des conséquences négatives pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En facilitant et en encourageant l'accès aux services globaux de réhabilitation à l'échelon mondial, le Conseil a favorisé activement la réalisation de plusieurs des objectifs.

En outre, en novembre 2011, le Conseil a publié une déclaration politique axée sur les liens existant entre la pauvreté et la torture. Cette déclaration exprimait la profonde préoccupation du Conseil du fait que la pauvreté est l'un des principaux facteurs sous-jacents qui maintient les personnes dans un état de vulnérabilité perpétuelle à la torture et que celle-ci a tendance à augmenter ou à enraciner la pauvreté en privant les victimes de la capacité de continuer à assurer leurs moyens de subsistance. La déclaration exhortait également les États à assumer effectivement la responsabilité d'inclure l'éradication de la torture et le droit à la réhabilitation dans leurs politiques et stratégies de réduction de la pauvreté, y compris dans toutes les politiques et tous les programmes de développement.
